

Europe : démocratie en péril¹

Mais qui est ce monsieur ? Cet Oli Rehn, inconnu des peuples mais qui use et abuse avec morgue de son titre de Commissaire européen aux Affaires économiques et financières ? Un donneur de leçons, pour dire les choses gentiment. Et si l'on a le cœur à ironiser, une caricature de technocrate européen qui assène ses consignes comme Moïse, dit la Bible, tonna ses dix commandements après une petite grimpe sur le Mont Sinaï.

Le 22 février, alors même que des dizaines de milliers de personnes manifestaient au centre de Bruxelles contre les politiques d'austérité, cet envoyé spécial de la Commission envoyait les travailleurs... balader. Entre 2010 et 2012, « la Belgique a accompli un peu moins de la moitié de l'effort structurel requis (par l'Europe. NDLR) » de 0,75 % du produit intérieur brut. Doit mieux faire. Le gouvernement Di Rupo a déjà réalisé 18 milliards d'économie ? Pas mal mais insuffisant. Le pays devra « encore fournir énormément d'efforts », a décrété le commissaire.

Il a été entendu. Malgré le malaise perceptible au PS (2014, année électorale, c'est presque demain, l'évidence s'impose que l'austérité aggrave la pauvreté en plombant la croissance et la base syndicale gronde), le gouvernement maintient le cap : il s'agira de dégager au plus vite de près de trois milliards d'économies supplémentaires, à répartir entre le fédéral, pour l'essentiel, et les autres entités (régions, villes et provinces). Et rendez-vous est déjà pris pour les années futures. A suivre les élites qui nous gouvernent, la grande question qui les occupent concernerait le rythme auquel il conviendrait de faire marcher la fanfare de la rigueur. Au pas, plaident les socialistes. Au pas de course, rétorquent les porte-voix de l'ultralibéralisme appliqué, dans pratiquement tous les autres partis de la majorité.

Elio Di Rupo a pourtant trouvé des alliés de circonstance pour plaider un ralentissement du train fou des « réformes ». C'est que le remède est pire que le mal. Voilà donc que des économistes de grandes banques ont relayé le Premier. « Il ne faut pas économiser jusqu'à la destruction. Il serait bon de répartir l'effort sur une plus longue période », a ainsi plaidé un représentant de Belfius. Au Fonds monétaire international, on ne dit pas autre chose. Après Christine Lagarde, la directrice générale, l'économiste en chef du FMI a découvert que les tailles répétées dans les dépenses publiques étaient néfastes à la croissance en Europe. Oli Rhen, lui-même, pourtant un des chiens de garde de la pensée unique, a rappelé qu'un délai pouvait être accordé à un pays pour corriger son déficit excessif en cas de détérioration de la croissance. Mais tout en répétant aussi vite que chaque Etat doit fournir « comme prévu les efforts budgétaires demandés ».

Le système dominant court comme un canard sans tête. Mais pas question de plancher sur de véritables sorties de crises socialement justes et économiquement efficaces. Puisque l'austérité à doses létales ne permet plus guère aux Etats de poursuivre dans la voie des économies, banquiers, Commission européenne et patronat reprennent en chœur l'antienne des réformes structurelles antisociales, soit une attaque concertée et accélérée contre ce qui reste de « conquêtes » sociales. En Belgique, une fois de plus, le régime des prépensions, les chômeurs, l'index, et la fonction publique sont dans la ligne de mire et l'on parle de nouvelles taxes. Et quid de l'indexation des salaires, sans laquelle le nombre des « précaires », déjà énorme (plus d'un Belge sur sept vit officiellement sous le seuil de pauvreté, chiffre arbitraire et sous-évalué) exploserait ? Déjà largement mise à mal, elle n'est pas à l'abri. « Il y a une opposition de principe de la part (du PS) à en parler » regrette-t-on côté libéral. Où l'on mise sur l'Union européenne et les offensives répétées de la Banque nationale pour remettre la question à l'ordre du jour politique.

Paroles d'évangile

Comme l'imagination et la (bonne) volonté politique ne sont pas au pouvoir, les diktats d'une Europe acquise à l'orthodoxie libérale restent paroles d'évangile. Envers et contre toute évidence. Et paradoxalement, ces idolâtres en arrivent ainsi à brûler à petit feu cette construction incertaine qu'ils ne parviennent plus à vendre aux peuples.

¹ Par **Maurice Magis**, chargé de la communication à l'ACJJ – mars 2013.

Car l'Europe est en crise profonde, peut-être fatale. Non seulement parce que la zone euro, au nord comme au sud, s'abîme dans la récession - même la Banque centrale européenne ou la Commission ne se hasardent plus à le nier, qui nous annoncent régulièrement une reprise progressive en ne cessant de la différer. Mais aussi en raison de ce « déficit démocratique » mille fois dénoncé mais jamais comblé qui amplifie naturellement les ravages de l'austérité.

« De Keynes à Kafka »

Et voici venue l'heure des regrets et des mises en garde. Récemment l'économiste de renommée internationale Paul De Grauwe, membre de l'OpenVLD, partisan des sauts d'index, s'inquiétait dans les colonnes du *Soir*. Il n'encaisse pas la nouvelle législation européenne dite « two-pack », qui impose aux gouvernements de la zone euro de soumettre leurs projets de budgets à la Commission avant de les présenter aux parlements nationaux et autorise, de ce fait, la Commission à en exiger la réécriture s'ils sortent des clous du Pacte de stabilité (qui impose aux États de la zone euro d'avoir à terme des budgets proches de l'équilibre ou excédentaires). Et ce libéral convaincu se fait soudain fataliste. « Si le processus d'intégration politique en Europe implique que les principes fondamentaux de la légitimité démocratique soient compromis, il est préférable d'arrêter ce processus d'intégration². »

« La mise entre parenthèses du politique n'est-elle pas le ver dans le fruit qui a pourri la construction européenne ? » s'interrogeait récemment le chercheur André Grjebine.

« Comment expliquer qu'après avoir promis la croissance et le bien-être pour tous, l'Union européenne (UE) soit devenue cette union d'États dont les gouvernements désemparés s'avèrent incapables de faire face à la crise ? Comment est-on passé de Keynes à Kafka ? C'est là que vient à l'esprit une question que l'on ose à peine formuler : aussi habile, aussi nécessaire même qu'il ait pu paraître, la mise entre parenthèses du politique n'est-elle pas le ver dans le fruit qui a pourri la construction européenne ? Elle a soumis la communauté en formation à une loi sociologique qui veut que les structures bureaucratiques n'aient pour fin que leur propre expansion, à la fois en élargissant sans cesse leur sphère d'action et en accaparant toujours plus de pouvoir dans un nombre toujours plus grand de domaines de compétence. »

Et le politologue concluait : « Sous l'emprise de l'orthodoxie allemande et du libéralisme ambiant, les règles imposées aux États membres n'ont fait que renforcer leur impuissance, sans que la Communauté en prenne le relais (...) »

Dans ce contexte, les élections qui viennent de se dérouler en Italie sont symptomatiques du désarroi ambiant (...) Dans un système oligarchique comme celui qui prévaut au sein de l'UE, le pouvoir est suffisamment dilué pour être hors d'atteinte. Il ne reste pour témoigner de son mécontentement que le rejet et le ricanement³. »

Un tout destructeur

C'est donc acquis : l'Europe libérale est un tout cohérent et destructeur où l'institutionnel est au service de la régression sociale. Mais alors, il s'agit, d'urgence, d'aller au-delà du constat et de refonder une construction européenne qui hérisse les peuples. De prendre la mesure de la révolte qui monte et qui ouvre la voie aux tentatives populistes. De construire, avec les citoyens, une perspective qu'ils attendent en vain. N'est-ce pas aussi le message qu'ont fait passer les sidérurgistes d'ArcelorMittal en manifestant symboliquement, le 8 mars aux frontières entre la Belgique, l'Allemagne et les Pays-Bas pour dénoncer une Union européenne qui les abandonne aux jeux inhumains des multinationales ?

² « Un retour à l'Ancien régime ». *Le Soir* du 6 mars 2013.

³ « Une construction européenne kafkaïenne ». Par André Grjebine, Directeur de recherches au Centre d'études et de recherches internationales de Sciences Po (Paris). Dans *Le Monde* du 7 mars 2013.

Plus inquiétants, mais si éloquentes, les résultats des élections italiennes ont traduit l'impasse que représente la politique imposée par les marchés financiers et portée par toutes les décisions récentes de l'UE. Les résultats engrangés par le revenant populiste et démagogique Berlusconi et l'ex-comique antipolitique Beppe Grillo, comme la médiocrité des résultats engrangés par un centre-gauche qui n'offrait pas d'alternative crédible et mobilisatrice, ont secoué l'Europe. Mais y a-t-il là une véritable surprise ? Installé à la tête de la péninsule en novembre 2011, Mario Monti, ancien commissaire européen à la concurrence qui fut aussi consultant pour Goldman Sachs, cette société financière qui joua un rôle éminent dans la crise financière de 2008, a été adoubé par les « grands » d'Europe pour imposer à son pays une « cure » de rigueur et de réformes flexibilisant le marché du travail.

Il l'a payé d'une retentissante déroute électorale. Provoquant des « réactions inquiètes en provenance de toute l'Europe » et « une montée de la distance, voire des critiques à l'égard de l'ordo-libéralisme européen, inspiré d'un 'modèle allemand' dévoué d'abord aux intérêts des groupes germaniques » a éditorialisé *L'humanité*. « Et les remarques venues d'Allemagne ne sont souvent pas les moins pertinentes. L'économiste Walter Heinrich, de l'université libre de Berlin, estime ainsi, en commentant le résultat italien, que les orientations (austéritaires) actuelles « nourrissent des déséquilibres grandissants entre pays de plus en plus dangereux pour l'avenir de l'Europe ». Et ces choix sont durement ressentis outre-Rhin par des salariés, « premières victimes d'un modèle qui les a massivement appauvris et précarisés⁴. »

En France, Arnaud Montebourg, le ministre du Redressement productif, a provoqué la polémique en constatant que les Italiens ont manifesté leur désaccord avec une « politique imposée par les marchés ». Et il s'est insurgé contre « le verrouillage monétaire de la zone euro. »

Le coup d'Etat des marchés

Le 14 mars a vu une nouvelle mobilisation syndicale, en marge du Sommet européen, « pour un plan de relance éco-solidaire et des emplois de qualité, contre l'austérité. » On se souvient que le 21 février, plus de 40 000 salariés avaient manifesté dans les rues de Bruxelles pour protester contre la dégressivité des allocations de chômage, le gel des salaires, la révision de l'index, les attaques répétées contre les services publics, pour une redistribution des richesses via une taxation des revenus du capital...

Sous des formes diverses, une part grandissante des opinions publiques européennes soumises à des politiques d'austérité sévères exprime un rejet de cette politique qui ne fait qu'aggraver la situation. La commission a confirmé que la zone euro est condamnée à la récession cette année, avec un produit intérieur brut (PIB) en recul de 0,3 %. Plus du tiers des pays membres connaîtront une croissance négative. Parmi eux la Grèce (- 4,4 %), l'île de Chypre (- 3,5 %), le Portugal (- 1,9 %), l'Espagne (- 1,4 %) et l'Italie (- 1 %). Quant aux autres, ils sont promis à une croissance amorphe à l'image de la Belgique.

« Non ! au coup d'Etat des marchés », pour « une véritable démocratie » ont clamé les Espagnols qui, par centaines de milliers, ont occupé les rues des grandes villes du pays le 23 février, jour anniversaire de la tentative de coup d'Etat militaire qui voulait mettre à bas la jeune démocratie espagnole, le 23 février 1981. Oui, c'est bel et bien la démocratie qui est minée par l'appétit insatiable des grands financiers et leurs relais politiques. Ce dont confirme le témoignage sidérant de Francis Wurtz (député européen honoraire, chroniqueur à *l'Humanité dimanche*) que nous reproduisons ci-dessous.

⁴ « Divorce à l'italienne pour l'Europe austéritaire ». Par Bruno Odent. Dans *L'Humanité* du 27 février 2013.

SILVIO, MARIO ET LE « PODESTAT »⁵, par Francis Wurtz

Nous sommes le 5 août 2011. Il va se produire un fait stupéfiant: le président de la Banque centrale européenne, Jean-Claude Trichet, et son successeur désigné, Mario Draghi de leur privilège unique qui est de pouvoir créer de la monnaie ex-nihilo et donc d'être seuls capables de tenir tête aux marchés financiers en rachetant de la dette d'un Etat attaqué par les spéculateurs- signent ensemble une lettre (destinée à rester secrète) adressée au président du Conseil italien, Silvio Berlusconi.

Cette lettre prend acte de « certaines décisions récentes prises par le gouvernement » (italien) qui vont dans le bon sens, mais souligne que ces dispositions ne vont ni assez vite ni assez loin. Suit , sur un ton incroyablement comminatoire, une longue liste de « mesures essentielles » à prendre d'urgence, telles que: « la libéralisation des services publics locaux et des services professionnels »; des « privatisations à grande échelle »; une « réforme supplémentaire du système des conventions collectives permettant des accords salariaux par entreprise pour adapter les salaires et les conditions de travail aux besoins spécifiques »; un « passage en revue en profondeur des règles concernant l'embauche et les licenciements »...S'ajoute à ce catalogue effarant toute une série de « mesures immédiates et courageuses » à décider pour avancer d'un an la résorption des déficits publics , par exemple: « durcir les conditions d'éligibilité pour les retraites » ou « si nécessaire, réduire les salaires des employés du secteur public »! Enfin, il s'agit, selon les patrons de la BCE, de réformer immédiatement l'administration publique afin d'y cultiver « un esprit plus favorable aux entreprises ». La missive se conclut sur une formule de politesse du maître à son obligé: « Nous faisons confiance au gouvernement pour décider toutes les actions appropriées. » Du jamais vu : une Banque centrale, à laquelle aucune institution publique n'a le droit de donner la moindre consigne, se permet de dicter son agenda politique à un Chef de gouvernement !

Pourtant, Silvio Berlusconi s'exécute sans mégoter. Dès le 10 août 2011, il annonce 20 milliards d'euros de nouvelles mesures d'austérité, des privatisations de services publics, des coupes claires dans les retraites et les aides sociales, de nouvelles taxes ainsi qu'une attaque frontale du Code du travail. Il promet même d'aller à 0 déficit dès 2013 !

Peu après, la presse révèle le contenu de la lettre de la BCE: la mise sous tutelle de l'Italie apparaît au grand jour, provoquant indignation et colère. Parmi les voix qui s'élèvent, Mario Monti lui-même souligne: « Désormais, l'Italie est dirigée par un podestat étranger ! » (Au moyen âge, on appelait ainsi un chef désigné et investi des pleins pouvoirs appelé à la rescousse lorsque les élus d'une ville s'avéraient incapables de diriger les affaires.) Moins de trois mois plus tard, c'est lui qui sera choisi en quelque sorte comme « podestat » pour parachever l'œuvre entreprise par Berlusconi, mais dans un style plus rassurant pour les marchés. C'était le 16 novembre 2011.

Le cas italien ainsi réglé (croyaient-ils...), les dirigeants européens ont voulu généraliser leur recette à toute la zone euro. Dès le 23 novembre 2011, la Commission européenne publia deux projets de règlement (le « two-pack ») visant, l'un à renforcer encore son pouvoir de contrôle sur les budgets nationaux, l'autre instituant une forme de mise sous tutelle des Etats en grande difficulté. C'est grave. Mais, à voir les résultats obtenus par cette méthode dans la Péninsule, on peut le prédire sans trop de risque d'erreur : l'Europe « post-démocratique » ne passera pas!

⁵ Publié le 7 mars 2013 dans *l'Humanité dimanche*.